



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Haut-Rhin

MARCHE DE SERVICES

Procédure n°2025137
Procédure adaptée

**Actions de prévention bucco-dentaire en écoles
primaires du Haut-Rhin**

Règlement de la consultation (R.C.)

Pouvoir adjudicateur qui passe le marché :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin
19 boulevard du Champ de Mars
68022 COLMAR CEDEX

Limite de réception des **candidatures et des offres** :
mercredi 25 juin 2025 à 11h00

*Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives
de la CPAM du Haut-Rhin fera foi.*

SOMMAIRE

SECTION 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1 NOM, ADRESSE DU POINT DE CONTACT	4
1.2 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITE(S) PRINCIPALE(S)	4
SECTION 2 : OBJET DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE PASSATION.....	4
2.1 DESCRIPTION	4
2.1.1 Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur	4
2.1.2 Type de marché et lieu d'exécution des prestations	4
2.1.3 Procédure	4
2.1.4 Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)	4
2.1.5 Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP)	4
2.1.6 Division en lots	5
2.1.7 Variantes	5
2.2 QUANTITE OU ETENDUE DU MARCHÉ	5
2.2.1 Quantité ou étendue globale	5
2.2.2 Options (tranches optionnelles et/ou marchés de prestations similaires)	5
2.3 DUREE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION.....	5
SECTION 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	6
3.1 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
3.1.1 Cautionnement et garanties exigés	6
3.1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.1.3 Forme juridique du candidat (candidature individuelle ou groupement)	6
3.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
3.2.1 Marchés réservés.....	8
3.2.2 Visite des locaux.....	8
SECTION 4 : PROCEDURE.....	9
4.1 TYPE ET LIMITES.....	9
4.1.1 Type de procédure	9
4.1.2 Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer.....	9
4.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	9
4.3 CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES	9
4.3.1 Précisions sur le critère prix.....	9
4.3.2 Précisions sur les autres critères	10
4.4 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES - NEGOCIATION	10
4.5 DOSSIER DE CONSULTATION	11
4.5.1 Conditions d'obtention du dossier de consultation.....	11
4.5.2 Contenu du dossier de consultation	12
4.5.3 Modifications de détails du dossier de consultations.....	12
4.6 LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12

SECTION 5 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
5.1 CONTENU DU PLI	13
5.1.1 Documents et informations relatifs à la candidature	13
5.1.2 Pièces et informations relatives à l'offre	13
5.2 PREUVES DE CAPACITE – ATTESTATIONS – ACTES CONTRACTUELS	14
5.3 DEPOT DU PLI	15
5.3.1 Pré requis	15
5.3.2 Copie de sauvegarde	16
5.3.3 Certificat de signature électronique	17
5.4 DEPOT PHYSIQUE	18
5.4.1 Modalités de dépôt de la copie de sauvegarde	18
5.4.2 Echantillons ou autres pièces physiques spécifiques	19
5.4.3 Modalités de transmission des contrats par les attributaires	19
SECTION 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19

SECTION 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 NOM, ADRESSE DU POINT DE CONTACT

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin

Pôle marchés

19 boulevard du Champ de Mars

68022 COLMAR CEDEX

France

Tél. 03 68 47 94 69

E-mail : polemarches.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr

SIRET : 515 131 431 00014

Site Internet : <http://www.ameli.fr>

Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.2 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITE(S) PRINCIPALE(S)

Organisme privé en charge d'un service public de **protection sociale** soumis au code de la commande publique et aux modes de passation et conditions d'exécution prévues pour les marchés de l'État, selon les dispositions de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale modifié.

SECTION 2 : OBJET DU MARCHE ET PROCEDURE DE PASSATION

2.1 DESCRIPTION

2.1.1 Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur

2025137 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires du Haut-Rhin
--

2.1.2 Type de marché et lieu d'exécution des prestations

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande selon les dispositions de l'article R2162-2 et suivants du code de la commande publique, allotis, par référence à l'article L2113-10 du code de la commande publique (CCP), à exécuter par un seul opérateur par lot.

2.1.3 Procédure

La procédure de consultation est la procédure adaptée, par référence à l'article R2123-1 du code de la commande publique. La CPAM se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

2.1.4 Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

85130000-9 Services de soins dentaires et services connexes.

85141000-9 Services prestés par le personnel médical.

33141850-3 Produits d'hygiène dentaire.

2.1.5 Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP)

NON.

2.1.6 Division en lots

OUI. Les prestations sont décomposées selon les lots suivants (cf. article L2113-10 du code de la commande publique) :

LOT 01 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE NORD

LOT 02 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE SUD

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Il n'y a pas de nombre maximal de lots attribuables à un même soumissionnaire. Chaque lot fait l'objet d'un marché.

2.1.7 Variantes

Variantes obligatoires : NON.

Variantes autorisées : NON.

2.2 QUANTITE OU ETENDUE DU MARCHÉ

2.2.1 Quantité ou étendue globale

L'accord cadre à bons de commandes est sans minimum de commande.

Des quantités indicatives annuelles figurent sur l'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires / détail quantitatif estimatif).

Le montant des crédits budgétaires alloués pour l'année scolaire 2025-2026 est indiqué au CCTP.

Les montants maximums par lot sont précisés à l'article 5.2 du CCAP.

2.2.2 Options (tranches optionnelles et/ou marchés de prestations similaires)

La CPAM se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique. Il est précisé que la durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

2.3 DUREE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION

Les marchés prennent effet à réception de la notification d'attribution par le(s) titulaire(s).

A compter de cette date, chaque marché produit ses effets jusqu'au 30 juin 2026.

Sur décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur, le contrat peut éventuellement être reconduit tacitement pour une période d'un an, et ce jusqu'à 3 fois, soit au maximum jusqu'au 30 juin 2029. En cas de décision de non reconduction, celle-ci est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, au moins un mois avant l'échéance de la période. Le non renouvellement n'ouvre droit à aucune indemnité. La non reconduction peut concerner un ou plusieurs lots, indépendamment, même lorsque l'accord cadre a été conclu sous forme d'acte d'engagement unique pour l'attribution de plusieurs lots.

Toute commande émise avant la date d'effet de la dénonciation de l'accord cadre ou avant le terme de l'accord cadre demeure à exécuter.

Sans préjudice des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par la CPAM à tout moment avec un préavis minimum de 3 mois, notamment en cas de survenance d'un nouveau marché national ou régional et couvrant tout ou partie des prestations. Le cas échéant, la résiliation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant date certaine de réception. La résiliation peut concerner un ou plusieurs lots, indépendamment, même lorsque le marché a été conclu sous forme d'acte d'engagement unique pour l'attribution de plusieurs lots.

SECTION 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

3.1 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1.1 Cautionnement et garanties exigés

Sans objet.

3.1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Fonds National de Prévention, d'Éducation et d'Information Sanitaire (FNPEIS). Les sommes dues seront payées en application du code de la commande publique dans un délai maximum de **trente jours** à réception d'une facture conforme. Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire. En cas de retard de paiement, le titulaire se verra verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire, selon les dispositions des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

3.1.3 Forme juridique du candidat (candidature individuelle ou groupement)

Les opérateurs économiques peuvent librement candidater au présent marché sous la forme de leur choix, pourvu que sous cette forme, ils ne soient pas frappés d'un vice rédhibitoire leur interdisant de soumissionner, qu'ils puissent présenter les documents ayant un caractère obligatoire et qu'ils remplissent les conditions de recevabilité en terme de capacités professionnelles, techniques et financières requises par le présent marché.

Ainsi sous ces réserves, sont admises également les candidatures individuelles de personnes physiques ou morales, et les candidatures groupées au sens des articles R2142-19 et R2142-27 du code de la commande publique, que ce groupement soit composé de personnes physiques, de personnes morales ou des deux catégories qui précèdent.

Pour l'exécution du marché, **en cas de groupement conjoint**, et en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article R2142-24 du code de la commande publique, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'organisme.

Il est par ailleurs précisé :

- Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public ;
- Les candidats ne peuvent présenter pour le marché (ou certains de ses lots le cas échéant) plusieurs candidatures en agissant à la fois :
 - en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements,
 - en qualité de membre de plusieurs groupements.

3.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le contrôle des capacités économiques et financières, et des capacités techniques et professionnelles des candidats, inclus celles des cotraitants et sous-traitants le cas échéant, sera effectué au vu du formulaire électronique « Document Unique de Marché Européen » (DUME ou e-DUME) et de l'ensemble des éléments listés ci-après. Les informations seront obligatoirement rédigées en français. Le candidat, co-traitant ou sous-traitant, **n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le e-DUME qu'il dispose des capacités requises.**

Une présentation du DUME est disponible sur le site : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil>

Et les modalités de candidature avec un DUME sont précisées dans les guides accessibles ici :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Une fois complété, le formulaire au format XML est à joindre avec votre offre électronique.

Si le candidat le préfère, il peut intégrer à son pli un DUME établi sur un autre site dédié.

Le e-DUME est également notamment constituable et exportable à partir du site suivant :
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Attention : dans tous les cas, seul le DUME **au format .xml** a valeur probante. Une copie au format .pdf peut être ajoutée au pli.

Le candidat indique obligatoirement son **numéro unique d'identification** (SIRET), ou s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion aux marchés publics.

Les informations qui devront figurer sur le e-DUME ou être joints à la candidature sont les suivantes :

- **Renseignements relatifs à l'aptitude du candidat :**

- Un agrément ou autorisation écrite de l'Education Nationale permettant d'intervenir dans les écoles primaires du Haut-Rhin dans le cadre des actions de prévention bucco-dentaire du marché sur toute sa durée. Au stade du dépôt de l'offre, il faut pouvoir à minima justifier du dépôt de la demande à l'Education Nationale. Au stade de l'attribution, la fourniture de la preuve de l'autorisation de l'Education Nationale sera impérative.
- Concernant les prestations de dépistage : l'intervenant doit être inscrit à l'ordre des chirurgiens-dentistes ou être à minima en 2ème cycle de formation de chirurgien dentiste (ou équivalent). Fournir les justificatifs.

- **Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- Une déclaration appropriée de banque ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Les bilans ou extraits de bilan (comptes de résultat), concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire le ou les renseignements et documents ci-avant demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen. Le cas échéant, la CPAM jugera du caractère approprié ou non des justifications et preuves fournies par le candidat.

- **Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat :**

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Ces références devront faire état de la réalisation de prestations similaires à celles qui sont demandées dans le marché pour lequel l'opérateur économique se porte candidat ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

- Indication des titres d'études et professionnels (ou certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants) du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle de l'accord cadre. Pour les actions de sensibilisation, il devra s'agir a minima de l'un des profils suivants : chirurgien(ne)-dentiste, étudiant(e) en chirurgie dentaire, assistant(e) dentaire, assistant(e) éducateur(trice) ou animateur(trice) (ou profils équivalents). Pour les actions de dépistage, il devra s'agir a minima de l'un des profils suivants : chirurgien(ne)-dentiste ou étudiant(e) en chirurgie dentaire a minima en 2ème cycle (ou équivalent).

Et tout moyen souhaité par le candidat pour justifier de l'adéquation de ses compétences aux prestations attendues.

Le candidat qui le préfère garde la possibilité d'établir sa candidature sur les **formulaires DC1 et DC2** à la place du formulaire européen e-DUME, sous réserve impérative d'**utiliser les dernières versions** disponibles ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Les éléments relatifs à la candidature, ci-avant listés, doivent être clairement identifiés comme tels (mention « **candidature** » sur les documents) et ne pourront être pris en compte d'aucune manière pour le jugement des offres.

En cas de marché allotis, un seul dossier de candidature sera remis quel que soit le nombre de lots pour lesquels une offre est déposée.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation de la CPAM du Haut-Rhin et qui demeurent valables. Il appartient aux candidats de vérifier cette condition. Cette possibilité ne concerne pas les éléments constitutifs de l'offre.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement au moyen d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le défaut d'information ou de conformité est éliminatoire.

Si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra éventuellement être décidé de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Le cas échéant, la production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

Les candidatures irrégulières seront donc éliminées, soit d'emblée, soit si elles restent irrégulières après délai de régularisation.

3.2.1 Marchés réservés

Sans objet.

3.2.2 Visite des locaux

Sans objet.

SECTION 4 : PROCEDURE

4.1 TYPE ET LIMITES

4.1.1 Type de procédure

Procédure adaptée.

4.1.2 Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

NON.

4.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Si un candidat ne satisfait pas aux **conditions de participation** fixées par le présent règlement de la consultation, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Si un candidat **ne peut produire dans le délai** imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les explications ou compléments requis par la CPAM, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Lorsque les **capacités** économiques, financières, techniques ou professionnelles d'une candidature sont jugées insuffisantes pour assurer la bonne exécution du marché (sur la base des éléments demandés aux articles 3.2 et 5.1), les candidatures concernées sont déclarées irrecevables et les candidats éliminés.

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché public devra justifier qu'il n'entre pas dans un **cas d'interdiction de soumissionner** en produisant sous maximum **7 jours francs** les justificatifs mentionnés à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation.

4.3 CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Parmi les candidats admis dont l'offre est conforme, le candidat qui obtiendra la meilleure note sur l'ensemble des critères exposés ci-après (ou l'unique candidat admis dont l'offre est conforme, le cas échéant), sera considéré comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra attribuer l'accord cadre (mêmes critères pour les 2 lots) :

Lots n°1 et n°2 :

20 %	Prix
30 %	Qualité du contenu de la prestation : méthodologie et outils proposés
25 %	Mesures permettant de garantir la continuité du service
10 %	Qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution du marché (intervenant privilégié et son remplaçant)
10 %	Qualité du kit de brosseage (adaptation et esthétique)
5 %	Performance environnementale des véhicules dédiés à l'exécution du marché (émission en CO ²)

4.3.1 Précisions sur le critère prix

Il y a lieu de compléter le bordereau des **prix** (BPU en annexe n°1 à l'acte d'engagement) fourni au dossier de la consultation (pas de renvois vers d'autres documents financiers, le cas échéant). Toute absence de prix ou prix à zéro sur le BPU rendrait l'offre irrecevable pour le lot concerné, tout comme l'indication de plusieurs prix pour une même ligne de prestation.

Le candidat indiquera obligatoirement par ailleurs le taux de TVA applicable à ses prestations ou indiquera « 0 » si ses prestations ne sont pas soumises à TVA. Le candidat qui ne saurait éventuellement pas d'avance avec certitude si sa facturation sera soumise ou non à TVA indiquera dans ce cas son prix avec TVA.

La notation du prix s'établira au regard du montant de comparaison des offres figurant en dernière page du BPU.

4.3.2 Précisions sur les autres critères

Les autres critères seront notés au regard des éléments figurants sur le cadre de réponse technique et environnementale et des justificatifs/descriptifs annexés. La qualité du kit dentaire sera analysée au regard du descriptif technique avec photos.

4.4 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES - NEGOCIATION

Candidature

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, la CPAM peut décider de demander à tous les candidats concernés par un même lot de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **7 jours francs**.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités.

Offres

En cas de mention d'une marque dans certains descriptifs techniques du dossier de consultation, le candidat pourra proposer une solution équivalente.

Les candidats sont invités à **remettre d'emblée leur meilleure proposition**, puisque le marché pourrait être attribué sur la base des offres initiales, sans possibilité de régularisation et/ou de négociation.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable (ou toute offre restée irrégulière ou inacceptable après première demande de régularisation) pourra être régularisée pendant une négociation, et que seule une offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant une négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les offres irrégulières seront éliminées, soit d'emblée, soit si elles restent irrégulières après délai de régularisation et/ou après négociation, le cas échéant.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, celui-ci sera invité à confirmer l'offre rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociation

Après examen des offres, la CPAM se réserve la possibilité de négocier avec les candidats de son choix, éventuellement par phases successives, en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, la CPAM se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le cas échéant, les négociations ont lieu par écrit ou par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de la CPAM du Haut-Rhin. Un message précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

La négociation, le cas échéant, peut porter sur tous les éléments de l'offre. Elle ne peut modifier substantiellement les termes de l'accord cadre.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre initiale devra être transmise par voie dématérialisée via le profil acheteur dans le délai fixé par la CPAM.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'en informer le pouvoir adjudicateur et sa dernière offre reste en vigueur.

Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-12 du Code de la commande publique dans un délai de **7 jours francs**. Il transmettra dans le même délai les actes originaux signés par une personne habilitée ainsi que tous justificatifs mentionnés à l'article 5.2 du présent règlement.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents, ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et sa candidature éliminée.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents de preuve de capacité. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables (article R2144-7 du Code de la commande publique).

4.5 DOSSIER DE CONSULTATION

4.5.1 Conditions d'obtention du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont téléchargeables gratuitement et dans leur intégralité à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un guide utilisateurs est disponible sur le site. La création d'un compte sur ce site est simple et gratuite. Elle permet au candidat d'être destinataire d'éventuels compléments d'information relatifs au dossier et de transmettre sa candidature et son offre.

Il est aussi possible de transmettre une question directement via ce même site. Toute question/réponse est ainsi transmise à tous les inscrits concernés par la procédure : il est donc important de **communiquer un mail correspondant à une boîte de réception régulièrement ouverte** par le candidat pendant toute la durée de la procédure.

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par la CPAM, les candidats potentiels devront disposer des logiciels ou visionneuses correspondants : généralement Word, Excel, Acrobat Reader, et d'un logiciel de décompression (type 7-Zip ou Winzip...). Les visionneuses et logiciels de décompression éventuellement nécessaires sont téléchargeables gratuitement sur Internet.

Contacts en cas de difficulté pour **obtenir les documents** de la consultation :

- Pôle marchés : 03 68 47 94 69 ou 03 68 47 96 09.

Contact en cas de difficulté pour **répondre en ligne** :

- FAQ et support en ligne sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.5.2 Contenu du dossier de consultation

- Une grille de candidature - Capacités professionnelles
- Une annexe No 1 à l'acte d'engagement (annexe financière) : Bordereau des Prix Unitaires / Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) ;
- Une annexe No 2 à l'acte d'engagement : livret de sécurité du prestataire ;
- Un Cahier de Clauses Administratives Particulières ;
- Un Cahier de Clauses Techniques Particulières et ses annexes (cf. la liste des annexes en dernière page du CCTP) ;
- Un cadre de réponse technique et environnementale ;
- La charte de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) ;
- Le formulaire DC4 dernière version de 2024 et sa notice ;
- Une notice relative au eDUME ;
- Fournis à titre purement indicatif : le formulaire d'acte d'engagement (ATTRI1), le formulaire d'engagement de confidentialité relatif au traitement de données à caractère personnel (RGPD - annexe No 3 à l'acte d'engagement) et la liste d'émargement relative au livret de sécurité du prestataire. Seules les entreprises attributaires auront à les compléter. Les fichiers à compléter seront transmis aux entreprises attributaires avec la demande de justificatifs de capacités prévue à l'article 5.2 ci-après ;
- Le présent Règlement de la Consultation.

4.5.3 Modifications de détails du dossier de consultations

La CPAM se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours avant** la date limite fixée pour la remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié et ne pourront formuler aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, alors la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle disposition.

4.6 LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

mercredi 25 juin 2025 à 11h00

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GTM+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

ATTENTION : Il est préconisé de **déposer votre pli** :

- Après clôture des réponses aux éventuelles questions (clôture vendredi 13 juin 2025) ;
- Après éventuelles dernières précisions ou modifications de détail du dossier (cf. article 4.5.3) ;
- et au plus tard 48 heures avant l'échéance de réception encadrée ci-dessus, afin de limiter les risques liés aux aléas techniques ;

soit sur la période du lundi 16 juin 2025 au lundi 23 juin 2025.

La date d'ouverture des plis indiquée sur l'avis d'appel à la concurrence, le cas échéant, est fournie à titre purement indicatif.

4.7 LANGUE(S) DEVANT ETRE UTILISEE(S) DANS LA CANDIDATURE, L'OFFRE OU LA DEMANDE DE PARTICIPATION :

Tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française ou devront être accompagnés d'une traduction en français.

4.8 DELAI MINIMUM PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE : 9 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Même si l'offre remise par le candidat n'est pas signée, en déposant une offre, chaque candidat affiche sa volonté de répondre à la consultation lancée et est engagé par son offre pendant le délai de validité des offres.

SECTION 5 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le mode de transmission des plis est la **transmission électronique** sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les plis qui parviendraient au format papier ou par un autre moyen électronique, par courriel ou télécopie par exemple, seront déclarés irrecevables, sans possibilité de régularisation.

En cas d'envoi de plusieurs plis par un même candidat, il ne sera tenu compte (pour chaque lot en cas d'allotissement) que du dernier pli réceptionné dans le délai.

5.1 CONTENU DU PLI

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale telle qu'elle figure sur le Kbis.

Les fichiers Word et Excel complétés par les candidats sont à transmettre aux formats natifs (.doc ou .docx pour Word, .xls ou .xlsx pour Excel) afin de faciliter leur exploitation.

Toutes les pièces et informations mentionnées ci-après sont obligatoires :

5.1.1 Documents et informations relatifs à la candidature

Sont à intégrer au pli tous les éléments indiqués au point 3.2. – *Conditions de participation*.

Pour justifier des capacités **d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie** pour présenter sa candidature (co-traitant ou sous-traitant, le cas échéant), le candidat produit **les mêmes documents concernant cet opérateur** économique que ceux qui lui sont exigés au point 3.2. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.1.2 Pièces et informations relatives à l'offre

Pour constituer son offre, le soumissionnaire produira obligatoirement :

- Une annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU/DQE), entièrement complétée pour les lots au(x)quel(s) le candidat soumissionne (une seule annexe 1, même en cas de candidature à plusieurs lots, de préférence au format Excel. La procédure de signature des actes contractuels par une personne habilitée n'interviendra qu'en cas d'attribution) ;
- Le(s) cadre(s) de réponse technique et environnementale (un cadre de réponse par lot si les réponses diffèrent selon le lot. De préférence au format Word) ;
- L'ensemble des annexes mentionnées sur le(s) cadre(s) de réponse, le cas échéant.
- La copie des diplômes des principaux intervenants mentionnés sur le cadre de réponse technique et environnemental (a minima 1 profil correspondant à chacun des 2 types

d'actions).

Pièces et informations à fournir obligatoirement selon le cas :

- Dans le cas où une demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt d'une offre, le candidat fournit obligatoirement à l'acheteur les éléments prévus à l'article R2193-1 du code de la commande publique. La fourniture du formulaire DC4 dernière version de 2024 dûment complété répond à cette obligation (cf. le formulaire DC4 prérempli dans les pièces du dossier). A noter que si le candidat ne dispose pas à lui seul de toutes les capacités à exécuter le marché (avec son effectif propre), la présentation et l'engagement d'un co-traitant (cf. le formulaire DC1) ou d'un sous-traitant (cf. DC4) apportant le complément de capacité est nécessaire dès le dépôt de l'offre (par exemple un sous-traitant dentiste pour les prestations de dépistage).

Par la remise de son offre, le candidat accepte sans aucune modification les clauses du marché.

En cas d'attribution du marché, il appartiendra au candidat de fournir les actes signés par une personne habilitée, de préférence au moyen d'une signature électronique. La signature manuscrite des actes au format papier restera néanmoins possible.

5.2 PREUVES DE CAPACITE – ATTESTATIONS – ACTES CONTRACTUELS

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché public, inclus tout co-traitant ou sous-traitant, devra justifier qu'il n'entre pas dans un **cas d'interdiction de soumissionner** en produisant sous **7 jours francs** les justificatifs mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique au autres pièces listées ci-après :

- **L'agrément ou l'autorisation fournie par l'Education Nationale** justifiant que le candidat pourra intervenir dans les écoles du Haut-Rhin pour l'exécution du marché (impératif si pas déjà fourni au stade du dépôt de l'offre).
- **Une déclaration sur l'honneur** du candidat pour justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction mentionné **aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4** du CCP, déclaration datée à compter de la réception du formulaire NOTI 1 - Information au candidat retenu ;
- Les **attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents** pour justifier que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat fourni par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;
Les pièces prévues aux articles **D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8** du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Si l'attributaire pressenti recourt à des **salariés détachés**, il doit produire les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail ;
- **L'attestation d'assurance Responsabilité Civile professionnelle** couvrant une 1ère période d'exécution du marché (ou avant tout début d'exécution du marché). Inutile si l'attestation valide a déjà été fournie au stade du dépôt de la candidature ;
- Lorsque le candidat est en **redressement judiciaire**, le candidat produit la **copie du ou des jugements prononcés** ;

- L'**acte d'engagement** ATTRI 1 entièrement complété (dont numéro SIREN) et signé par une personne habilitée à engager la société ;
- L'engagement **RGPD** ;
- La **délégation** de signature, le cas échéant.

Le candidat joindra obligatoirement une traduction en français de tout document rédigé dans une autre langue. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci avant, ou si ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces documents et renseignements, si le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement via un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation de la CPAM du Haut-Rhin et qui demeurent valables. Il appartient aux candidats de vérifier cette condition.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents, ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et sa candidature éliminée.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents de preuve de capacité. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables (article R2144-7 du code de la commande publique).

5.3 DEPOT DU PLI

Le dépôt électronique sur <https://www.marches-publics.gouv.fr> est impératif. La signature électronique est facultative.

5.3.1 Pré requis

- Une inscription préalable à la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr>
- L'installation préalable sur l'ordinateur du logiciel JAVA.

Des compléments d'information et un guide d'utilisation sont disponibles sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à la rubrique « aide ». Le téléchargement des logiciels nécessaires est gratuit.

Une plateforme école est disponible en rubrique « se préparer à répondre ».

Afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, tous les formats sont acceptés par la plateforme, sauf les fichiers en EXE et HTML.

Le candidat s'attachera à optimiser le poids de ses fichiers et à intégrer uniquement les informations demandées au présent règlement de la consultation.

Le candidat s'attachera à utiliser des formats de fichiers courants, dont les logiciels ou visionneuses sont disponibles gratuitement. En cas d'utilisation d'un format moins courant, les candidats devront indiquer avec précision le site où il pourra se procurer la visionneuse permettant à la CPAM de lire les documents qui lui ont été transmis par la voie dématérialisée.

Le candidat s'attachera par ailleurs à transmettre **un fichier par document** et à nommer les fichiers en limitant le nombre de caractères et selon la règle ci-après.

Syntaxe de nommage des fichiers :

137_NOM DU CANDIDAT_C_CONTENU DU FICHIER

137	NOM DU CANDIDAT	C	CONTENU DU FICHIER
Numéro de la mise en concurrence (sans l'année)	Raison sociale du candidat (en abrégé en cas d'intitulé long) <u>Ex</u> : Société Multi Services ABC -> indiquer uniquement ABC ou SMS ABC	C si le contenu concerne la candidature (c'est-à-dire les éléments des articles 3.2, 5.1.1 et 5.2 et leurs annexes éventuelles) O pour un contenu relatif à l' offre (éléments listés à l'article 5.1.2)	Résumé du contenu ou titre explicite abrégé <u>Exemples</u> : BPU PJ 01 CADRE REPONSE

A noter que dans le cas où un document serait omis lors d'un dépôt de pli, un rajout n'est pas possible. Il conviendrait impérativement de refaire un dépôt électronique de votre dossier complet. Il ne pourra en effet être tenu compte que du dernier pli électronique réceptionné dans le délai.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que les fichiers constitutifs des plis comportant leur candidature et/ou leur offre ne contiennent pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

5.3.2 Copie de sauvegarde

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD, DVD-rom ou clé USB), voire sur support papier s'il y a des risques de présence de virus sur les supports électroniques.

La copie de sauvegarde doit être réceptionnée dans le même délai que le pli électronique et selon les conditions mentionnées à l'article 5.4, **sous pli scellé portant le nom du candidat**, le numéro et nom de la procédure, ainsi que la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE** ». Le pli de la copie de sauvegarde ne devra rien contenir d'autre que les éléments du pli électronique.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

La transmission complète du pli électronique, tout comme son éventuelle copie de sauvegarde devra intervenir avant la date et l'heure limites de réception des offres publiés dans l'avis d'appel public à la concurrence, sous peine d'irrecevabilité.

5.3.3 Certificat de signature électronique

Pour rappel, la CPAM n'exige pas la signature immédiate de l'offre par les candidats. L'offre remise électroniquement ne requiert donc pas de signature électronique et ne pourra être rejetée pour défaut de signature ou signature incertaine. Lors de la conclusion du marché avec le candidat retenu, la signature électronique sera souhaitée. Néanmoins, à défaut que l'attributaire dispose d'un certificat électronique conforme, les actes pourront être signés au format papier (réception impérative des actes dans le même délai que les justificatifs de capacité à fournir au stade de l'attribution – cf. l'article 5.2).

En cas de signature électronique, les attributaires devront disposer d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Le certificat utilisé doit être **valide** à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché public.

Le candidat doit **joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature**. Il en est néanmoins dispensé s'il utilise un outil de signature de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les certificats à utiliser sont des **certificats qualifiés** tels que définis à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, certificats conformes au règlement européen **eIDAS** (ou certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe 1 du règlement « eIDAS »).

Les **formats** de signature acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) no 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Le signataire doit pouvoir produire les éléments propres à établir que la signature utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait engager l'entreprise dans les conditions énumérées aux articles 1316 à 1316-4 du code civil.

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau.

Attention : - **un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip,**
- **une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut ainsi remplacer la signature électronique.**

5.4 DEPOT PHYSIQUE

Les dépôts physiques concernent **uniquement** :

- La transmission d'une copie de sauvegarde, le cas échéant (cf. l'article 5.3.2.),
- La transmission d'échantillons ou autres pièces physiques spécifiques (uniquement si demandés par l'acheteur à l'article 5.1. du présent règlement de la consultation),
- Et cas d'attribution, si le titulaire du nouveau marché ne dispose pas d'un certificat de signature électronique conforme : la transmission des actes contractuels originaux papier.

Le candidat veillera à la bonne identification des renseignements relatifs à chaque lot en mentionnant le/les lot(s) concerné(s) sur chaque élément.

La transmission des plis/colis pourra se faire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et d'en garantir la confidentialité.

Les plis/colis qui parviendraient après la date et l'heure limites, ou qui parviendraient non fermés, en courrier simple, en télécopie ou courriel ou à une **adresse non-conforme** aux dispositions ci-après seront déclarés irrecevables.

Une fois que le candidat aura expédié ou remis son dossier/colis, il ne pourra ni le retirer ni le modifier.

5.4.1 Modalités de dépôt de la copie de sauvegarde

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde, le cas échéant, portera les mentions suivantes :

NE PAS OUVRIR avant le
mercredi 25 juin 2025 à 11h00
A remettre au pôle marchés
Appel à la concurrence procédure n°2025137
Actions de prévention bucco-dentaire en écoles
primaires du Haut-Rhin
COPIE DE SAUVEGARDE

EN CAS D'ENVOI POSTAL (hors Chronopost) : Les envois postaux de copies de sauvegarde devront être obligatoirement des envois en **recommandé avec avis de réception postal**, et parvenir à destination avant la date et l'heure limites, à l'adresse suivante :

CPAM HD
Pôle marchés
TSA 99 998
68029 COLMAR CEDEX

EN CAS DE DEPOT DIRECT PAR LE CANDIDAT OU VIA UN TRANSPORTEUR :

Le dépôt, contre récépissé, est généralement possible **entre 7h et 12h**, du lundi au vendredi. Il s'agira néanmoins de prévenir de l'arrivée en appelant l'un des numéros suivants :

Tél. : 03 68 47 96 55 ou **03 68 47 92 00** et de vous présenter au moment convenu à l'adresse suivante :

CPAM du Haut-Rhin
PC sécurité
51 rue de Stalingrad
68100 MULHOUSE.

La remise d'une copie de sauvegarde via un **transporteur** de type Chronopost ou autre est acceptée **uniquement à cette dernière adresse et horaires.**

5.4.2 Echantillons ou autres pièces physiques spécifiques

Sans objet.

5.4.3 Modalités de transmission des contrats par les attributaires

En cas de décision d'attribution du marché, si les parties ne disposent pas de certificat pour signer électroniquement et valablement le marché, la CPAM pourra demander au candidat de fournir les actes au format papier, actes originaux signés par une personne habilitée. Le cas échéant, ils seront à fournir dans le même délai de réception que les derniers justificatifs de capacité (cf. l'article 5.2.), sous plis portant la mention :

NE PAS OUVRIR
A remettre au pôle marchés
Appel à la concurrence procédure n°2025137
Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires du
Haut-Rhin

Les adresses et modalités d'envoi sont les mêmes que celles mentionnées à l'article 5.4.1 concernant les copies de sauvegarde.

SECTION 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Dès la consultation du dossier, et avant remise de la candidature ou de l'offre, le candidat prendra soin de signaler à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le projet ou l'exécution prévue. **Le cas échéant, les candidats utiliseront **EXCLUSIVEMENT** les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) pour faire un signalement ou demander des précisions.**

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer d'imprécisions, d'erreurs, d'omissions ou de contradictions des pièces pour justifier d'une facturation supplémentaire.

Toute demande de renseignement complémentaire, reçue après le :

mercredi 11 juin 2025

sera considérée comme irrecevable, quelle qu'en soit la forme.

Les éventuels renseignements complémentaires seront mis en ligne au plus tard le :

vendredi 13 juin 2025.

Afin de respecter l'égalité de traitement des candidats potentiels, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat dans le délai, ainsi que la réponse associée, seront envoyées, par courriel automatisé, à **tous les opérateurs inscrits et identifiés au moment du téléchargement du dossier de consultation** (sous réserve que la demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée).

Ainsi, un candidat potentiel qui aura téléchargé le dossier de consultation de manière anonyme, c'est-à-dire sans être **identifié au moment du téléchargement**, ne sera pas connu de l'organisme, et ne pourra donc être destinataire des éventuels compléments ou correctifs relatifs au dossier de consultation.

A titre indicatif : notification prévisionnelle des marchés fin septembre 2025.

*Dressé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur,
L'Autorité Compétente habilitée à signer les marchés.*